

# Sous la marche pour la science, le débat sur ses enjeux

## SOCIÉTÉ La communauté scientifique belge divisée sur la mobilisation

- Les menaces pesant sur la recherche aux Etats-Unis jettent les scientifiques dans les rues.
- En Belgique, rien n'est simple.

**S**amedi 22 avril, journée de la Terre, dans plus d'une cinquantaine de pays et plus de 500 grandes villes du monde, dont Bruxelles. Des milliers de scientifiques et de quidams manifesteront « pour la science » (« pour les sciences » en France, « for science » à Bruxelles où tout se dit en anglais). L'objectif en quelques mots : réaffirmer l'importance des sciences, de la politique basée sur des « faits » scientifiques, insister sur le caractère « international et collaboratif de la science ». L'idée vient des Etats-Unis d'où est partie une épidémie dont les victimes usent de « faits alternatifs » pour contester des découvertes scientifiques majeures, comme la théorie de l'évolution ou la responsabilité humaine en matière de réchauffement climatique. Là, le président Donald Trump et certains membres de son administration ont ouvertement mis en cause, sur le dossier climatique, des constats qui font l'objet d'une écrasante quasi-unanimité scientifique. Et s'apprêtent à sabrer dans certains des programmes de recherche les plus importants du pays à la Nasa, à l'Agence océanographique et atmosphérique et à la National Science Foundation, institution publique qui finance la recherche fondamentale. « Là-bas, tout le monde ne parle que de cela dans le milieu scientifique, souligne un chercheur belge de retour des States. Ils sont très inquiets de la façon dont Trump va gérer les financements de la recherche. »

### Une marche dissidente

En Europe, l'émotion est moindre,

mais pas mal d'inquiétudes circulent aussi sur l'avenir de la recherche en général et de la recherche fondamentale en particulier. S'il est difficile de trouver un scientifique qui conteste le slogan des marches pour la science, la mobilisation dans les universités et les centres de recherche en Belgique est cependant variable. Certaines unifs francophones comme l'UCL et Liège ont accepté de voir leur nom associé à la manif du 22 avril (place de l'Albertine de 14 à 18 heures), d'autres pas. Le comité FNRS de l'ULg est cependant le seul qui a lancé un appel à la mobilisation. « Notre message, détaille David Magis, son président : *La recherche fondamentale est le*

*parent pauvre des financements publics. Il faut d'urgence un refinancement. En Belgique, mais pas seulement. C'est la même chose dans tous les pays européens.* » Le Fonds national de la recherche scientifique soutient : « *Une recherche fondamentale et désintéressée ne doit être ni bridée ni sous-financée, car la prospérité d'un pays est directement liée à sa productivité scientifique.* » Second message porté par l'ULg : « *La science ne doit pas devenir un business. Elle doit rester un enjeu de société.* » Sur ce dernier point, elle rejoint des critiques émises à l'encontre de l'événement de samedi. Une partie du monde universitaire juge en effet que l'événement de ce samedi est en réalité une défense de la recherche à des fins uniquement industrielles, comme la Commission européenne la conçoit de plus en plus. Ils veulent se distancier des organisateurs de la marche du 22 avril qui ne sont pas, disent-ils, des scientifiques, mais « des lobbyistes », des agences d'événement et de communication, liés à la Commission européenne. Dont ils critiquent le soutien aux OGM, au nucléaire et au gaz de schiste. « *S'associer à cela, c'est se décrédibiliser* », estime Daniel Tanuro, universitaire et membre de

l'ONG Climat et Justice sociale. Le flou sur l'identité et les intentions des organisateurs a entraîné une prise de distance de l'UIB dont les autorités, refusant un « appel institutionnel », ont précisé en interne « pas de drapeau, badge ou de calicot aux couleurs de l'unif ». Les organisateurs du 22 avril qui veulent un événement en forme de « festival », répondent aux critiques : « *Nous avons accueilli des représentants de tous les aspects de la science dans l'organisation.* » Les dissidents organiseront leur propre

marche, le 29 avril, en écho à la « *people's march for climate* » qui défilera dans les rues américaines ce jour-là.

Certains, comme Jean-Pascal van Ypersele (climatologue UCL), feront le voyage des deux côtés et prendront la parole de part et d'autre. D'autres scientifiques ont choisi leur camp. Parfois par ignorance, parfois en se désolant comme ce chercheur de Gembloux énervé « *que la marche ait été récupérée par des lobbies européens* ».

« *Nous n'entrons pas dans la polémique*, indique Rudi Cloots, vice-recteur à la recherche à l'ULg. *Mais nous soutenons le message : il est nécessaire d'interpeller le monde politique sur le refinancement de la recherche fondamentale. Les chercheurs sont dans la détresse et ne voient pas l'avenir avec beaucoup d'espoir.* » ■

MICHEL DE MUELENAERE